
Présidence française du G7 : placer la sécurité économique au premier plan

NOTE D'ACTION - MAI 2026




Think tank de référence en France et en Europe, l'Institut Montaigne est un espace de réflexion indépendant au service de l'intérêt général. Ses travaux prennent en compte les grands déterminants économiques, sociétaux, technologiques, environnementaux et géopolitiques afin de proposer des études et des débats sur les politiques publiques françaises et européennes. Il se situe à la confluence de la réflexion et de l'action, des idées et de la décision.

NOTE D'ACTION - Mai 2026

Présidence française du G7 : placer la sécurité économique au premier plan



Les notes d'action de l'Institut Montaigne identifient un enjeu spécifique et formulent des recommandations opérationnelles à destination des décideurs publics et privés.



**Note
d'éclairage**

Se situer
et rendre
intelligible notre
environnement

**Note
d'enjeux**

Poser des
constats et
identifier des
problématiques

**Note
d'action**

Formuler
des recom-
mandations
opérationnelles

**Opération
spéciale**

Sonder,
chiffrer,
expérimenter

Rapport

Analyser
et proposer
collégalement
des solutions
de long terme

Des semi-conducteurs à l'extraterritorialité du droit, des infrastructures numériques aux *cleantechs*, en passant par les nouveaux défis du e-commerce, l'Institut Montaigne a placé très tôt les enjeux de la sécurité économique dans l'agenda français et européen. Pas un événement international qui ne confirme, ces derniers temps, l'importance stratégique d'un tel agenda destiné à réduire nos vulnérabilités et à reconquérir d'indispensables positions industrielles. L'instrumentalisation des interdépendances à des fins de puissance se manifeste avec une évidence croissante.

Dans les années 2020, grâce notamment à l'impulsion du Japon, le G7 est devenu le format le plus prometteur de la coopération internationale en matière de sécurité économique. La prochaine présidence française du G7, lors du sommet d'Évian de juin 2026, a l'opportunité d'initier une véritable coordination stratégique entre les États membres, confrontés à des défis similaires et promoteurs de réponses très largement compatibles. Même si le contexte dégradé des relations transatlantiques n'est pas propice à une telle ambition, la réalité des défis posés par la Chine milite en faveur d'une approche commune : les politiques industrielles, commerciales et technologiques chinoises sont, en effet, le principal problème que la sécurité économique cherche à résoudre.

Puisque les réponses nationales, lorsqu'elles existent, demeurent d'une ampleur insuffisante et que l'Europe peine encore à se coordonner, un agenda commun au G7 représente l'approche la plus efficace. Sollicité au titre de cette réflexion, l'Institut Montaigne a souhaité contribuer à identifier une voie de progrès à la fois réaliste et concrète.

Parmi les champs de coopération mis en avant par cette note, la construction d'un marché commun des membres du G7 pour l'accès aux matériaux critiques apparaît particulièrement prometteuse. En favorisant le développement de partenariats stratégiques entre pays du G7 et entre le G7 et des pays tiers, un tel marché constituerait une parade aux risques de déni d'accès qui pèsent aujourd'hui sur nos entreprises. Il apporterait également une réponse à un problème jusqu'à présent irrésolu : celui du prix des matériaux critiques que la Chine, en tant qu'acteur hégémonique, manipule à sa guise, compromettant la viabilité de nouveaux projets d'extraction, de production ou de transformation.

Si la construction d'une politique de sécurité économique effective doit être une priorité nationale, l'arsenalisation des interdépendances démontre la nécessité d'un traitement véritablement stratégique qui passe non seulement par une coordination européenne, mais également par des coopérations internationales ciblées entre pays menacés. À cet égard, le G7 est une promesse à faire vivre.

Marie-Pierre de Baillencourt,
Directrice générale de l'Institut Montaigne

Le sommet des dirigeants du G7 se tiendra à Évian-les-Bains du 15 au 17 juin. Dans sa préparation, le président Emmanuel Macron a choisi de mettre la sécurité économique au premier plan, avec « la réduction des déséquilibres macroéconomiques et le renforcement de la sécurité économique », la « résilience » et la « réponse aux surcapacités » identifiés comme priorités d'action. Ce faisant, la France s'inscrit dans la continuité des travaux des présidences précédentes, notamment celles du Royaume-Uni (2021), du Japon (2023), de l'Italie (2024) et du Canada (2025), au cours desquelles le G7 est parvenu à faire passer la sécurité économique d'un enjeu périphérique à un pilier central de la coordination internationale.

Compte tenu de l'attention commune portée à la sécurité des chaînes d'approvisionnement au sein des pays du G7, le principal défi du sommet d'Évian sera de transformer un ensemble fragmenté d'initiatives en matière de sécurité économique en une action coordonnée et à grande échelle. L'exercice est d'autant plus délicat que les avancées restent inégales et que les États-Unis poursuivent en parallèle leur propre agenda, via plusieurs nouveaux canaux, ce qui complique les efforts d'alignement en format G7. Les initiatives sur la résilience des chaînes d'approvisionnement et les minerais critiques se multiplient mais le passage à une coordination opérationnelle demeure aujourd'hui très limité. À défaut de convergence accrue, les membres du G7 risquent de continuer à avancer en ordre dispersé, voire, par moments, de se concurrencer, au détriment de leur impact collectif.

Cette note soutient que le G7 peut néanmoins jouer un rôle déterminant en tant que plateforme de coordination stratégique, en donnant de la cohérence à des efforts appelés à se poursuivre au-delà de son cadre formel. Elle identifie, à ce titre, trois leviers complémentaires pour y parvenir.

COMMENT FAIRE PROGRESSER LES AGENDAS DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE DANS LE CADRE DU G7

Premièrement, le renforcement de l'intelligence économique est essentiel pour améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement. Si les capacités de collecte et d'analyse de renseignement sont par définition nationales, un potentiel de coopération considérable demeure inexploité entre les pays du G7. Le partage et la comparaison des meilleures pratiques, les investissements dans l'analyse avancée des données, ainsi que l'élaboration de cartographies conjointes, notamment dans des secteurs encore peu explorés comme la chimie, peuvent améliorer significativement la compréhension collective des vulnérabilités. Les initiatives bilatérales ou en formats restreints offrent déjà des exemples de coopération qui fonctionnent. Le G7 peut apporter une valeur ajoutée en amplifiant ces efforts, par exemple en coordonnant l'identification des goulets d'étranglement et des acteurs à haut risque. À terme, et une fois leur utilité démontrée, ces démarches pourraient servir de base à des approches plus convergentes en matière de contrôle des exportations, de filtrage des investissements ou de devoir de vigilance des entreprises.

Deuxièmement, l'introduction coordonnée de mesures non tarifaires dans les marchés de biens stratégiques constitue, sur le papier, un levier puissant pour en sécuriser les accès. Les mécanismes de marché, principalement structurés par les coûts, ont contribué à une concentration excessive et à des risques systémiques. En intégrant des critères tels que la transparence, la diversification, la durabilité, la fiabilité et la sécurité dans la commande publique, mais aussi dans divers mécanismes de soutien sectoriel pour ces biens stratégiques, les pays du G7 peuvent répondre plus efficacement au pouvoir de fixation des prix de la Chine, qui tend à neutraliser les mesures agissant sur l'offre. La note souligne que des avancées concrètes sont possibles, sans exiger une uniformité complète. Une approche pragmatique, sectorielle, ciblant dans un

premier temps les minerais critiques, les semi-conducteurs, les batteries et l'acier, peut permettre de construire une interopérabilité entre différents instruments nationaux, tout en préservant un espace de flexibilité. En développant un langage commun autour de la résilience, des outils partagés et des mécanismes de consultation, le G7 pourrait envoyer des signaux plus clairs aux marchés, et encourager des investissements dans des chaînes d'approvisionnement plus sûres et plus diversifiées.

Troisièmement, réduire l'exposition au risque d'instrumentalisation des chaînes d'approvisionnement par la Chine nécessite une approche projet par projet. La résilience ne se décrète pas : elle se construit à travers des projets industriels concrets, intégrant l'extraction en amont, la transformation intermédiaire, le financement, les accords d'enlèvement (offtake) et la coordination entre partenaires de confiance. Les initiatives récentes, en particulier celles des États-Unis, qui ont rapidement renforcé leur engagement financier et diplomatique dans les minerais critiques, illustrent l'ampleur de l'effort et le niveau d'ambition requis. Les démarches engagées par l'Union européenne et le Canada soulignent également l'importance d'articuler politique industrielle, financements publics et partenariats internationaux. Toutefois, la plupart de ces projets demeurent de nature nationale ou bilatérale, ce qui en limite la portée stratégique. L'exemple de la coopération franco-japonaise sur les terres rares à Lacq met en lumière le potentiel d'approches plus intégrées, dans lesquelles investissements, accords d'enlèvement et coordination stratégique sont alignés au-delà des frontières.

LE G7 COMME COORDINATEUR STRATÉGIQUE DES INITIATIVES DE RÉSILIENCE DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Le paysage international devient de plus en plus complexe. De nouveaux formats consacrés aux minerais critiques et aux semi-conducteurs se sont ajoutés aux dispositifs existants, formant un ensemble dense, insuffisamment coordonné et parfois redondant. Cette multiplication des initiatives reflète certes l'importance croissante accordée à la sécurité économique, mais elle comporte aussi un risque réel de dispersion et d'inefficacité. Dans ce contexte, la valeur ajoutée du G7 ne réside pas dans la duplication des efforts, mais dans sa capacité à assurer la cohérence stratégique. Son aptitude à rapprocher les positions, combinée à son poids économique et réglementaire, en fait un cadre particulièrement pertinent pour structurer un réseau de partenaires de confiance. En d'autres termes, le G7 peut jouer un rôle de « système d'exploitation » permettant de structurer l'action commune en matière de sécurité économique.

La concrétisation de cette ambition ne sera pas sans difficultés. La guerre au Moyen-Orient pourrait perturber le sommet. Des divergences subsistent également quant à l'approche à adopter vis-à-vis de la Chine, même si ses pratiques commerciales et industrielles sont logiquement perçues comme au cœur des enjeux de sécurité économique. Néanmoins, la présidence française offre une occasion opportune de faire progresser un agenda commun, à un moment où celui-ci avance rapidement, mais de manière encore désordonnée, en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. En mettant l'accent sur des formes de coopération concrète, qu'il s'agisse d'intelligence économique, de structuration de la demande pour les biens stratégiques ou d'initiatives sur les minerais critiques, le G7 peut s'imposer comme la plateforme de coordination de la gouvernance mondiale de la sécurité économique ; un espace qui existe *de facto*, que nul autre format n'a encore su pleinement investir, mais dont tous ont besoin.

Joseph Dellatte

Expert Résident et Responsable de projets – Climat et énergie

Joseph Dellatte a rejoint l'Institut Montaigne en 2022. Il est aujourd'hui responsable du pôle Climat et énergie de l'Institut et Expert Résident au sein du programme Asie. Il est également chercheur associé à l'Université de Kyoto (Japon) et membre du Japanese Research Group on Renewable Energy Economics. Il est spécialisé dans la politique climatique internationale et la gouvernance climatique mondiale, et s'intéresse plus particulièrement à la tarification du carbone, aux politiques industrielles de décarbonation, au financement de la transition écologique ainsi qu'aux relations euro-asiatiques en matière de politique climatique et industrielle. Joseph est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en économie et politique environnementale de l'université de Kyoto (2016-2021). Il est également titulaire d'un bachelor en philosophie et lettres (2008-2011) et d'une maîtrise en histoire et relations internationales de l'université de Liège (2011-2013).

Pour l'Institut Montaigne, il est l'auteur de la note d'action *Europe-China: A New Joint Venture Strategy for Cleantech* (décembre 2025), de la note d'action *Cleantech : réduire notre dépendance stratégique à la Chine* (juillet 2025), du rapport *Forger l'industrie post-carbone : comparatif Europe-Asie* (octobre 2024), de la note d'action *Construire une politique étrangère économique européenne, avec et sans les États-Unis* (mai 2025, avec Mathieu Duchâtel et François Godement), de la note d'enjeux *Politique de décarbonation industrielle : les multiples défis de l'hydrogène* (février 2023, avec Georgina Wright) et de *Bienvenue au club climat : perspectives pour l'Europe et l'Asie* (octobre 2022).

Mathieu Duchâtel

Directeur des Études internationales, Expert Résident

Mathieu Duchâtel a rejoint l'Institut Montaigne en janvier 2019, pour en diriger le programme Asie. Il était auparavant *Senior Policy Fellow* et directeur adjoint du programme Asie et Chine de l'ECFR (2015-2018), chercheur senior et représentant à Pékin du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) (2011-2015), Research Fellow à l'Asia Centre à Paris (2007-2011) et chercheur associé à l'Asia Centre basé à Taipei (2004-2007). Il a passé au total dix ans à Shanghai (Université Fudan), à Taipei (Université nationale Chengchi) et à Pékin, et a été chercheur invité à la Faculté des études internationales de l'Université de Pékin (2011-2012), à l'Institut japonais des affaires internationales (2015), à l'Institut de recherche sur la défense nationale et la sécurité à Taipei (2020) et au Collège de l'innovation de l'Université nationale Chengchi en 2025. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Institut d'études politiques (Sciences Po Paris).

Pour l'Institut Montaigne, il a rédigé *Construire une politique étrangère économique européenne, avec et sans les États-Unis* (mai 2025, avec Joseph Dellatte et François Godement), *Extraterritorialité chinoise : le nouvel arsenal juridique* (décembre 2024, avec Georgina Wright), *Deploying Europe's Economic Security Policy in the Indo-Pacific Region* (septembre 2024, avec Claire Lemoine), *Demystifying Economic Security: a Framework for the EU* (avril 2024), *Economic Security: the Missing Link in EU-Japan Cooperation* (avril 2023), *Semiconductors in Europe: the Return of Industrial Policy* (mars 2022), *Technology Transfers: the Case for an EU-Japan-US Cooperation Framework* (mars 2022), *The Weak Links in China's Drive for Semiconductors* (janvier 2021), *Covid-19 : l'Asie orientale face à la pandémie* (mai 2020, avec François Godement et Viviana Zhu), et *L'Europe et la 5G : le cas Huawei* (mai 2019, avec François Godement).

	Avant-propos	5
	Résumé exécutif	6
	Introduction	12
1	La sécurité économique au G7 : un bref aperçu du bilan	14
2	Intelligence économique et sécurité des chaînes d'approvisionnements : quel agenda commun ?	17
3	Coordonner la mise en place de critères non tarifaires pour soutenir les secteurs stratégiques ..	22
4	Réduire les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement, projet par projet	25
	Conclusion	39
	Annexes	42
	Remerciements	56

La France a officiellement pris la présidence du G7 le 1^{er} janvier 2026. Le sommet des dirigeants se tiendra à Évian-les-Bains du 15 au 17 juin. Le président Emmanuel Macron a placé la sécurité économique au premier plan de la préparation du sommet, avec « la réduction des déséquilibres macroéconomiques et le renforcement de la sécurité économique », la « résilience » et la « réponse aux surcapacités » identifiés comme priorités d'action¹. La diplomatie française au sein du G7 s'efforcera d'accomplir des progrès tangibles en matière de pratiques commerciales déloyales, d'e-commerce transfrontalier durable et de résilience des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques. Le Trésor français a spécifiquement annoncé de nouvelles mesures concernant la résilience des chaînes d'approvisionnement, au sein du volet « commerce » du G7, mais aussi potentiellement par le biais d'une coopération avec des partenaires au-delà du G7.

Le président Emmanuel Macron avait initialement envisagé la possibilité d'engager un dialogue direct avec Xi Jinping à l'approche du G7, notamment en l'invitant à Évian. Outre le fait que les politiques chinoises constituent l'une des sources, sinon la principale, des « déséquilibres » mondiaux, cette approche reflétait également la deuxième priorité du Président de la République pour le G7 : transformer l'aide au développement et les partenariats avec les pays en développement, une tâche pour laquelle il a toujours considéré la Chine comme un allié potentiel. Cependant, cette option semble désormais avoir été abandonnée, en raison à la fois du manque d'intérêt de Pékin, et de la résistance d'importants partenaires du G7.

¹ Direction générale du Trésor. "France's G7 Presidency in 2026 [Présidence française du G7 en 2026]", Ministère de l'Économie, des Finances, et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, Consulté le 20 mars 2026, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international/france-s-g7-presidency-in-2026>.

La présidence française s'est plutôt orientée vers le renforcement de la coordination entre les pays confrontés aux surcapacités subventionnées de la Chine, à ses politiques visant à dominer les chaînes d'approvisionnement critiques et à son utilisation des dépendances économiques comme levier stratégique. Dans ce contexte, l'accent mis par le G7 sur les « déséquilibres macroéconomiques » cherchera à associer des partenaires tels que l'Australie, le Brésil, l'Inde, la Corée du Sud et le Kenya, tout en excluant l'Afrique du Sud, en raison de la forte opposition de l'administration Trump. En ce sens, le prochain sommet s'inscrit dans la lignée de l'importance croissante accordée par le G7 à la sécurité économique sous les présidences récentes, notamment celles du Royaume-Uni (2021), du Japon (2023), de l'Italie (2024) et du Canada (2025).

La question centrale est de savoir ce que ce G7 peut réellement accomplir, notamment dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient, qui aggrave les tensions dans la relation transatlantique. La présente note explore trois pistes concrètes pour faire progresser la coopération en matière de sécurité économique dans le cadre du G7. Premièrement, elle examine le domaine de l'intelligence économique en tant qu'outil essentiel pour renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. Deuxièmement, elle plaide en faveur d'une action coordonnée visant à introduire des critères non tarifaires pour façonner des marchés communs de biens stratégiques. Troisièmement, elle préconise une approche pragmatique, axée sur des projets, pour réduire l'exposition à l'utilisation potentielle des chaînes d'approvisionnement comme arme par la Chine. Elle conclut en soulignant le rôle du G7 en tant que coordinateur stratégique de multiples initiatives de sécurité économique, à un moment où de tels efforts ont tendance à se multiplier tout en se déployant en parallèle les uns des autres.

1 La sécurité économique au G7 : un bref aperçu du bilan

Ces dernières années, les consultations du G7 se sont étendues au-delà de la coordination macroéconomique traditionnelle pour inclure la résilience des chaînes d'approvisionnement, l'accès aux minéraux critiques, la lutte contre la coercition et les dossiers de compétition pour la supériorité technologique. Cette évolution s'est traduite par une série d'initiatives, lancées sous les présidences successives.

La **présidence britannique de 2021** a lancé l'**Initiative du G7 pour des chaînes d'approvisionnement durables (SSCI)**. Celle-ci visait à renforcer la durabilité et la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaires mondiales, grâce à des engagements pris par de grandes entreprises agroalimentaires². Bien que spécifique à un secteur, cette initiative a illustré la capacité du G7 à mobiliser les acteurs privés et à harmoniser les pratiques des entreprises autour de normes communes.

La sécurité économique a été le thème central de la **présidence japonaise en 2023**. Le sommet d'Hiroshima a mis en évidence la convergence des membres du G7 sur la nécessité de s'attaquer aux « subventions industrielles préjudiciables, aux pratiques des entreprises publiques qui faussent le marché et à toutes les formes de transferts de technologie forcés, ainsi qu'aux autres pratiques visant à créer des dépendances stratégiques et des vulnérabilités systémiques ». La **Déclaration sur la résilience et la sécurité économique**³ a défini six principes pour des chaînes d'approvisionnement résilientes : la

² OECD. "Responsible Agriculture Supply Chains | OECD [Chaînes d'approvisionnement agricoles responsables | OCDE]", Consulté le 20 mars 2026, <https://www.oecd.org/en/topics/sub-issues/due-diligence-guidance-for-responsible-business-conduct/responsible-agriculture-supply-chains.html>

³ MOFA. "G7 Leaders' Statement on Economic Resilience and Economic Security" [Déclaration des dirigeants du G7 sur la résilience et la sécurité économiques], 20 mai 2023, <https://www.mofa.go.jp/files/100506815.pdf>

transparence, la diversification, la sécurité, la durabilité, la confiance et la fiabilité. Une avancée préliminaire majeure pour toute action coordonnée a été l'identification de secteurs prioritaires tels que les minéraux critiques, les semi-conducteurs et les batteries. La présidence japonaise a également lancé une **plateforme de coordination sur la coercition économique**⁴, conçue pour permettre le partage d'informations en temps réel et aider à coordonner les réponses aux mesures économiques coercitives affectant les chaînes d'approvisionnement. Si l'un des objectifs de la plateforme était de « promouvoir davantage la coopération avec des partenaires au-delà du G7 », cette dimension est restée jusqu'à présent largement sous-développée.

Parallèlement, le G7 a adopté le **Plan d'action pour une économie fondée sur les énergies propres**⁵, qui souligne l'importance de chaînes d'approvisionnement résilientes pour les technologies propres et les minéraux critiques. Des initiatives telles que le **Partenariat RISE⁶ (Renforcement d'une chaîne d'approvisionnement résiliente et inclusive)** et le **Partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux⁷ (PGII)** visent à mobiliser des investissements publics et privés dans les infrastructures et la transformation des ressources dans les économies en développement, soutenant ainsi la diversification des chaînes d'approvisionnement mondiales. Par le biais du PGII, le G7 ambitionne de mobiliser jusqu'à **600 milliards de dollars d'investissements d'ici 2027**, notamment pour des projets liés aux infrastructures énergétiques, à la connectivité des transports et à la transformation des minéraux critiques.

⁴ *Idem.*

⁵ MOFA. "G7 Clean Energy Economy Action Plan" [Plan d'action du G7 pour une économie fondée sur les énergies propres], 20 mai 2023, <https://www.mofa.go.jp/files/100506817.pdf>.

⁶ *Idem.*

⁷ MOFA. "Factsheet on the G7 Partnership for Global Infrastructure and Investment." [Fiche d'information sur le Partenariat du G7 pour les infrastructures et les investissements mondiaux.], Consulté le 20 mars 2026, <https://www.mofa.go.jp/files/100506918.pdf>.

Une coopération plus ciblée s'est également mise en place autour des matières premières critiques. Le **Plan en cinq points du G7 pour la sécurité des minéraux critiques**⁸, adopté sous la présidence japonaise, a établi une feuille de route pour des actions concertées dans cinq domaines : la prévision à long terme de l'offre et de la demande, l'introduction de critères de responsabilité dans le développement de nouvelles ressources, l'augmentation des capacités de recyclage à l'échelle mondiale, la promotion de l'innovation technologique et la préparation aux perturbations d'approvisionnement, en coopération avec l'Agence internationale de l'énergie.

S'appuyant sur ce cadre, la **présidence canadienne en 2025** a présenté un **plan d'action sur les minéraux critiques**⁹ visant à renforcer les marchés fondés sur des normes, à mobiliser les investissements dans les projets d'exploitation minière et de traitement, et à accélérer l'innovation dans des domaines tels que le recyclage, la substitution et les approches d'économie circulaire.

Dans l'ensemble, le pilier « chaîne d'approvisionnement » du programme de sécurité économique du G7 est désormais entré dans une phase d'opérationnalisation. Partant d'un large consensus sur les priorités, les membres du G7 s'engagent dans une mise en œuvre concrète à travers de nouveaux projets et des politiques publiques destinées à prévenir de nouvelles ruptures d'approvisionnement.

⁸ METI. "Five-point plan for Critical Minerals Security." [Plan en cinq points pour la sécurité de l'approvisionnement en minéraux critiques.], consulté le 20 mars 2026, <https://www.meti.go.jp/information/g7hirosima/energy/pdf/Annex005.pdf>.

⁹ G7 Canada. "G7 Critical Minerals Action Plan" [Plan d'action du G7 sur les minéraux critiques], 17 juin 2025, <https://g7.canada.ca/en/news-and-media/news/g7-critical-minerals-action-plan/>.

2 Intelligence économique et sécurité des chaînes d'approvisionnements : quel agenda commun ?

La capacité des États à fonder l'élaboration de leurs politiques sur une intelligence économique de haute qualité constitue un facteur déterminant d'une sécurité économique efficace. L'amélioration de la collecte, de l'analyse et de l'exploitation de cette intelligence économique figure aujourd'hui parmi les priorités de l'action gouvernementale de plusieurs membres du G7, notamment le Japon, l'Union européenne et le Royaume-Uni, se traduisant par un renforcement des capacités et des réorganisations administratives.

La priorité de cet agenda demeure clairement nationale. L'intelligence économique restera, pour tous les États, une compétence souveraine, tandis que l'Union européenne s'engage dans la construction de ses propres capacités, en s'appuyant sur les sources ouvertes, sur les instruments de sécurité économique gérés par la Commission, ainsi que sur les informations que les États membres seront disposés à partager.

Pourtant, la coopération internationale peut renforcer les capacités nationales de deux manières. Premièrement, le partage et l'analyse comparative des meilleures pratiques permettent d'élever le niveau d'exigence pour tous et d'améliorer les performances à chaque échelon. Parmi les approches possibles, on peut citer une utilisation accrue de l'IA et de l'apprentissage automatique (*machine learning*) pour gagner en efficacité dans l'analyse et l'intégration des données, en particulier celles issues de sources ouvertes ; le recrutement de *data scientists* supplémentaires et la garantie que leur travail profite à plusieurs ministères afin de mutualiser les ressources ; le recours à l'expertise du secteur privé ; ou la création d'institutions dédiées, comme le prévoit le Japon avec la mise en place d'un think tank global sur la sécurité économique

d'ici mars 2027, s'appuyant sur une solide expérience de coopération entre le gouvernement et les think tanks dans ce domaine. L'investissement du METI dans des initiatives de cartographie de la chaîne d'approvisionnement qui retracent les matériaux et les composants à travers plusieurs niveaux de réseaux de production, en combinant des informations *open source* avec des entretiens détaillés avec les entreprises pour identifier les vulnérabilités critiques, constitue à cet égard une pratique exemplaire.

Deuxièmement, une coopération mutuellement bénéfique est à la fois réaliste et nécessaire, à travers la **mise en place de partenariats internationaux en matière d'intelligence économique et d'actions collaboratives aux niveaux bilatéral, minilatéral et multilatéral**. Il existe déjà des exemples récents sur lesquels s'appuyer et qu'il convient désormais d'approfondir :

- En décembre 2025, le ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) a organisé le Forum de Tokyo sur la sécurité économique, auquel ont participé 25 pays. Un deuxième forum se tiendra en 2026 ou début 2027.
- Dans le cadre du partenariat franco-britannique en matière de stratégie industrielle, les deux pays mènent actuellement des tests de résistance sur les chaînes d'approvisionnement, notamment les semi-conducteurs et les minéraux critiques.
- Dans le cadre du partenariat entre le Royaume-Uni et le Japon, un plan de travail bilatéral sur la sécurité économique met particulièrement l'accent sur les aimants permanents.
- Les Five Eyes, dans le cadre de leur partenariat en matière de renseignement, ont lancé conjointement la campagne « *Secure Innovation* », qui cible les petites entreprises et les entreprises technologiques.

- Au niveau de l'UE, la création d'un centre d'information sur la sécurité économique permettra de mieux organiser l'échange d'informations entre la Commission et les États membres, et facilitera la surveillance des entités à haut risque à l'échelle mondiale¹⁰. La recommandation de l'UE aux États membres de nommer des conseillers nationaux en matière de sécurité économique devrait grandement faciliter la coopération intra-européenne, mais aussi internationale, sur les questions d'intelligence économique.

Que peut-on donc accomplir dans le cadre du G7, alors qu'une grande partie du travail d'intelligence économique s'effectue au niveau national et se développe principalement par le biais de la coopération bilatérale ou, en Europe, au sein de l'UE ? **L'infrastructure de données doit être considérée comme une capacité fondamentale en matière de sécurité économique.** L'absence de toute base de données commune sur les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement, ne serait-ce que résultant d'une collecte d'informations en source ouverte, constitue une lacune significative. Les décideurs politiques ne disposent pas aujourd'hui d'une visibilité détaillée sur les dépendances au niveau des entités, les structures de propriété et les risques de transbordement ou de contournement. Cela limite leur capacité à anticiper les perturbations et à adapter leurs réponses politiques. Dans ce contexte, un résultat réaliste du G7 consisterait à lancer une première initiative coordonnée sur les données de chaînes d'approvisionnement entre partenaires de confiance, fondée sur trois principes :

1. **L'investissement dans la collecte de données au niveau des entités ;**
2. **L'interopérabilité dès le début de l'initiative, grâce à une taxonomie commune ;**
3. **Une mise en œuvre progressive à travers des secteurs pilotes.**

¹⁰ European Commission. "Joint Communication to the European Parliament and the Council – Strengthening EU Economic Security" [Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil – Renforcer la sécurité économique de l'Union européenne.], EUR-Lex, 3 décembre 2025, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex:52025JC0977>.

Cette approche pourrait se concrétiser dans un premier temps par une **initiative conjointe des pays du G7 visant à cartographier une chaîne d'approvisionnement spécifique dans le cadre d'un exercice de partage d'informations, ce qui constituerait un moyen concret de faire avancer ce programme**. Les travaux sur les chaînes d'approvisionnement des produits chimiques semblent particulièrement intéressants compte tenu de la complexité propre à ce secteur et du manque d'attention dont il a fait l'objet par rapport aux semi-conducteurs et aux matières premières critiques. Ces travaux devraient être menés directement par les gouvernements.

Deuxièmement, le G7 devrait **lancer une initiative collective visant à recenser et à mettre à jour en permanence une liste des goulets d'étranglement potentiels dans les chaînes d'approvisionnement, en soutenant la collecte de renseignements issus de sources ouvertes**. Si une telle démarche peut à juste titre sembler être une tâche sans fin, compte tenu de l'ampleur et de la nature changeante de ces acteurs, son efficacité dépendra d'une coordination soutenue, de mises à jour régulières et d'améliorations constantes. À terme, cette cartographie pourrait être étendue afin de dresser une liste des utilisateurs finaux et des sous-traitants militaires dans les pays à haut risque, ce qui permettrait d'adopter des approches plus efficaces et mieux coordonnées en matière de contrôles à l'exportation, de filtrage des investissements et de sécurité de la recherche. Pour les entreprises des pays du G7, cela se traduirait par un **gain de temps et d'efficacité dans leurs efforts de diligence raisonnable**.

Une vision positive de ce que les pays du G7 devraient s'efforcer de réaliser ensemble à terme consiste à **évoluer vers une infrastructure de type « SWIFT » pour les informations relatives à la chaîne d'approvisionnement**, qui soit sécurisée, interopérable et axée sur la prise de décision, tout en préservant le contrôle national sur les données sensibles. Cela donnerait une dimension opérationnelle concrète aux engagements existants du G7 en matière de veille économique et de

résilience. Cela répondrait également directement à l'une des lacunes les plus évidentes identifiées : la nécessité d'améliorer le partage de l'intelligence économique et de passer d'une prise de conscience générale à une cartographie des vulnérabilités utile à la prise de décision.

Une autre piste de coopération, plus sensible sur le plan politique mais susceptible d'avoir un impact considérable, part du constat de l'asymétrie en matière d'accès aux données entre la Chine et les économies du G7. **Les autorités chinoises exigent déjà des entreprises étrangères opérant sur leur territoire qu'elles divulguent des informations détaillées sur leur chaîne d'approvisionnement.** Cela crée un avantage structurel en matière d'information qui alimente directement l'appareil d'intelligence économique chinois. Une option pour le G7 serait donc d'étudier la mise en place d'exigences réciproques : **obliger les entreprises qui se conforment aux obligations de divulgation en Chine à partager également des données équivalentes sur leur chaîne d'approvisionnement avec leurs gouvernements d'origine, sous le couvert de garanties strictes de confidentialité.** Du point de vue de la sécurité économique, cela améliorerait considérablement la capacité des gouvernements du G7 à cartographier les dépendances réelles et à identifier les vulnérabilités, tout en aidant à évaluer quelles informations sont déjà accessibles aux autorités chinoises. Bien que politiquement et juridiquement complexe, une telle mesure permettrait néanmoins d'accélérer le processus de rééquilibrage de l'asymétrie informationnelle créée par les politiques chinoises.

3 Coordonner la mise en place de critères non tarifaires pour soutenir les secteurs stratégiques

L'un des thèmes centraux des débats actuels sur la sécurité économique est le rôle croissant des critères non tarifaires dans la configuration des marchés. Le Japon figure parmi les membres du G7 les plus avancés dans la mise en œuvre de cette approche, notamment en liant ses mesures de soutien sectoriel à des éléments de transparence de la chaîne d'approvisionnement, de diversification des fournisseurs et à des objectifs plus larges de résilience nationale. S'appuyant sur ces expériences existantes, la promotion des critères non tarifaires représente une voie prometteuse pour la présidence française du G7. Les deux questions clés sont de savoir comment calibrer au mieux l'action collective, et comment obtenir le soutien de l'administration Trump pour une telle approche, compte tenu de sa tendance à privilégier les transactions bilatérales.

Plutôt que de chercher à imposer un instrument unique commun à ses membres, le G7 devrait privilégier **la voie plus pragmatique d'une approche sectorielle, ouverte à des partenaires de confiance**. En pratique, le G7 devrait servir de plateforme de coordination à cette fin, de quatre manières concrètes.

Tout d'abord, **le G7 devrait s'efforcer de parvenir à un accord sur un vocabulaire commun** en matière de résilience, afin que les critères puissent être clairement définis. Transparence, fiabilité, diversité, durabilité sont des notions que les dirigeants du G7 ont déjà approuvées, et qui doivent désormais être intégrées dans une définition opérationnelle des critères non tarifaires. Cet effort devrait être lié à la **promotion d'une vision stratégique plus large pour un marché commun des biens stratégiques**, une promotion pour laquelle **la France et le Japon sont bien placés pour prendre l'initiative**.

Deuxièmement, **le G7 devrait s'éloigner des déclarations générales et horizontales pour se concentrer sur une approche sectorielle**, en commençant par les minéraux critiques, les semi-conducteurs, les batteries et l'acier, domaines dans lesquels les vulnérabilités communes sont les plus évidentes et où les politiques d'offre sont les plus exposées aux perturbations liées au pouvoir de fixation des prix de la Chine¹¹. Une approche sectorielle offrirait au G7 le meilleur moyen de démontrer sa pertinence, et d'envoyer au marché les signaux clairs qui sont nécessaires pour permettre la mise en œuvre de nouveaux projets industriels en garantissant des débouchés commerciaux.

Troisièmement, **le G7 devrait favoriser l'interopérabilité entre les instruments nationaux plutôt qu'une harmonisation totale**. Concrètement, cela signifie que les régimes de subventions, les règles de passation des marchés et les normes réglementaires devraient progressivement converger vers un petit nombre d'exigences comparables : divulgation des pays d'origine et de raffinage, identification des dépendances excessives vis-à-vis d'un seul pays, plans de diversification, mesures de cybersécurité et, le cas échéant, critères de durabilité tout au long du cycle de vie. L'approche du Japon en matière de soutien aux véhicules à énergie propre est instructive à cet égard : les entreprises bénéficiant d'un soutien doivent démontrer leur connaissance de leurs chaînes d'approvisionnement et présenter des plans d'atténuation lorsque la dépendance vis-à-vis d'un seul pays devient excessive. Au niveau du G7, les travaux devraient se concentrer sur l'élaboration d'un modèle commun que les membres pourront adapter à leur contexte national.

¹¹ Pierre Pinhas. "China's stockpiling: Domestic resilience, global influence" [La constitution de stocks en Chine : résilience nationale, influence mondiale], Institut Montaigne, Janvier 2026. <https://institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/note-chinas-stockpiling-domestic-resilience-global-influence.pdf>.

Quatrièmement, **la coordination nécessite une consultation et un échange d'informations permanent avant la mise en œuvre des mesures.** Concrètement, la France pourrait proposer une architecture institutionnelle allégée s'appuyant sur les mécanismes existants : un groupe de travail du G7 sur les critères non tarifaires, placé sous la supervision des sherpas ; des points de contact sectoriels inspirés du groupe de points de contact du G7 sur les semi-conducteurs¹² ; et l'obligation de discuter en amont, entre les partenaires du G7, des nouveaux programmes majeurs de subventions ou de marchés publics ayant une incidence sur les secteurs stratégiques.

Un tel mécanisme permettrait de gérer le principal risque politique lié aux critères non tarifaires : celui que des mesures visant à réduire la dépendance vis-à-vis de la concentration chinoise puissent, sans en avoir l'intention, nuire à d'autres partenaires. Les critères devraient être ciblés, proportionnés, transparents et prévisibles. Cette approche reposerait sur l'identification de partenaires de confiance susceptibles de bénéficier d'accords de reconnaissance mutuelle ou de « contenu équivalent ». Le G7 est bien placé pour mener à bien cette tâche, car il allie poids réglementaire et capacité d'investissement. Dans le meilleur des cas, il peut fonctionner comme un système d'exploitation en informatique. Son format est suffisamment souple pour coordonner un réseau de partenaires de confiance et il est bien mieux placé que le G20 pour le faire, compte tenu de l'absence de la Chine au sein de ce groupe.

¹² G7 Italy. "Addressing global challenges, fostering partnerships" [Relever les défis mondiaux, favoriser les partenariats], 19 avril 2024, <https://www.g7italy.it/wp-content/uploads/G7-Capri-Communique-ADDRESSING-GLOBAL-CHALLENGES.pdf>.

4 Réduire les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement, projet par projet

Certaines initiatives récentes donnent à voir ce que pourrait être une coopération opérationnelle renforcée entre partenaires du G7 en matière de résilience des chaînes d'approvisionnement. Elles mettent également en évidence un enseignement important : une large part de l'effort repose sur des projets concrets inscrits dans une architecture intégrée, reliant l'extraction en amont, le traitement intermédiaire, le financement, les contrats d'achat et la coordination entre partenaires de confiance. À ce stade, toutefois, **la plupart des nouveaux projets restent structurés autour d'un acteur unique chargé de stimuler la demande et de soutenir les investissements, au niveau national ou à l'étranger, sans véritable coordination multilatérale.**

Le changement le plus significatif en 2025/2026 est venu des États-Unis, qui ont intensifié leurs efforts pour répondre aux vulnérabilités liées aux minéraux critiques. L'administration Trump mobilise des financements publics, érige cette question en priorité diplomatique et s'emploie activement à influencer les dynamiques des marchés mondiaux. La réunion ministérielle sur les minéraux critiques de février 2026 a constitué un moment fort à cet égard. Washington a annoncé mobiliser plus de 30 milliards de dollars d'outils de soutien public (lettres d'intention, prêts et investissements)¹³. Le **Forum sur l'engagement géostratégique en matière de ressources (FORGE)** a été lancé pour succéder au Partenariat pour la sécurité des minéraux de l'administration Biden¹⁴.

¹³ Office of the Spokesperson. "2026 Critical Minerals Ministerial." [Réunion ministérielle sur les minéraux critiques de 2026.], U.S. Department of State, 4 février 2026, <https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2026/02/2026-critical-minerals-ministerial>.

¹⁴ Caleb Orr. "Press Briefing with Caleb Orr, Assistant Secretary of State for Economic, Energy, and Business Affairs on the Outcomes of the Critical Minerals Ministerial." [Conférence de presse avec Caleb Orr, sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, énergétiques et commerciales, sur les résultats de la réunion ministérielle sur les minéraux critiques.], U.S. Department of State, 11 février 2026, <https://www.state.gov/press-briefing-with-caleb-orr-assistant-secretary-of-state-for-economic-energy-and-business-affairs-on-the-outcomes-of-the-critical-minerals-ministerial>.

La réunion ministérielle a également donné lieu à une vague de nouveaux accords bilatéraux et protocoles d'accord avec le Royaume-Uni, les Philippines, le Maroc, le Pérou et les Émirats arabes unis.

Parallèlement, « Pax Silica »¹⁵ s'impose comme un ambitieux cadre de coordination diplomatique visant à garantir que le contrôle de la chaîne de valeur des semi-conducteurs reste entre les mains d'un cercle de pays de confiance. Il relie les ressources en amont, la fabrication, le packaging avancé et le déploiement de l'IA au sein d'un réseau regroupant des partenaires tels que le Japon, la Corée du Sud, Singapour, Taïwan, l'Inde, les Émirats arabes unis, le Qatar et Israël. L'objectif est double : garantir l'accès aux capacités critiques, notamment en matière d'énergie et de composants, et exclure les adversaires de l'accès aux technologies de pointe, grâce à des pratiques harmonisées en matière de transferts de technologie.

Dans ce contexte, Washington a renforcé son financement direct de projets. Le Bureau des programmes de prêts du Département de l'Énergie (DOE) a déjà soutenu d'importants projets nationaux. L'arsenal américain s'est désormais enrichi du programme « Project Vault » de l'EXIM Bank¹⁶, destiné à renforcer les réserves stratégiques américaines de minéraux critiques et à soutenir les chaînes d'approvisionnement des pays alliés.

¹⁵ U.S. Department of State. "Pax Silica.", consulté le 20 mars 2026, <https://www.state.gov/pax-silica>.

¹⁶ Export-Import Bank of the United States. "Week in Review: Project Vault and the U.S. Strategic Critical Mineral Reserve." [Rétrospective de la semaine : le projet Vault et la réserve stratégique américaine de minéraux essentiels.], 6 février 2026, <https://www.exim.gov/news/week-review-project-vault-and-strategic-critical-mineral-reserve>.

Dans l'approche américaine, les instruments de financement public sont délibérément déployés à tous les niveaux du secteur minier : en amont (notamment par l'intermédiaire de la DFC et du DOE), dans le raffinage et traitement intermédiaires (avec un rôle central pour le ministère de la Défense), et en aval (recyclage et valorisation des matériaux, principalement par le biais du DOE). Cette approche parvient à générer un fort effet de levier, les fonds publics attirant systématiquement deux à trois fois plus de capitaux privés.

Cette logique géoéconomique se traduit par une stratégie géographique différenciée, combinant le renforcement des capacités nationales (dans les secteurs du lithium, du graphite et de la potasse), une intégration industrielle plus poussée avec des alliés clés (tels que l'Australie, la Corée du Sud et le Brésil) et un engagement ciblé dans des pays tiers d'importance stratégique (notamment la RDC, le Kazakhstan et l'Ukraine). Il n'est pas certain que toutes ces initiatives seront pleinement mises en œuvre, mais la direction est claire : **les États-Unis passent d'un soutien fragmenté et ponctuel à une architecture géoéconomique plus intégrée pour les minéraux critiques, avec les États-Unis au centre du dispositif.**

Principales initiatives et projets de financement public américains dans le domaine des minerais critiques (2022-2026 • plus de 100 millions de dollars)¹⁷

Institution	Projet / Initiative	Emplacement	Valeur (USD)	Segment	Objectif clé / Détails
EXIM	Projet Vault ¹⁸	N/A	\$10M	Transversal	Créer une réserve stratégique américaine de minerais critiques.
EXIM	Reko Diq ¹⁹	Pakistan	\$1.3M	Amont	Développer la production d'une mine de cuivre et d'or.
DFC	Fonds URIF ²⁰	Ukraine	\$75m (+\$75m effet de levier)	Amont/Fonds stratégique	Financement de démarrage pour les minerais critiques et les secteurs stratégiques en Ukraine.
DFC	Consortium Orion pour les minerais critiques ²¹	International	\$600m (+\$1.2M levier)	Amont / Plateforme d'investissement	Véhicule d'investissement minier mondial à grande échelle.
DFC	Serra Verde ²²	Brésil	\$565m	Amont (extraction de terres rares)	Extraction de terres rares lourdes et légères.

¹⁷ Office of the Spokesperson. "2026 Critical Minerals Ministerial." [Réunion ministérielle sur les minerais critiques de 2026.], U.S. Department of State, 4 février 2026, <https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2026/02/2026-critical-minerals-ministerial>.

¹⁸ Export-Import Bank of the United States. "Week in Review: Project Vault and the U.S. Strategic Critical Mineral Reserve." [Rétrospective de la semaine : le projet Vault et la réserve stratégique américaine de minéraux essentiels.], Export-Import Bank of the United States, 6 février 2026, <https://www.exim.gov/news/week-review-project-vault-and-strategic-critical-mineral-reserve>.

¹⁹ U.S. Mission Pakistan. "U.S. announces \$1.25 billion financing for minerals mining, driving economic growth in Balochistan" [Les États-Unis annoncent un financement de 1,25 milliard de dollars pour l'exploitation minière, afin de stimuler la croissance économique au Balouchistan], U.S. Embassy and Consulates in Pakistan, 22 décembre 2025, <https://pk.usembassy.gov/4/>.

²⁰ U.S. International Development Finance Corporation. "Investing in Ukraine's Reconstruction and America's Security." [Investir dans la reconstruction de l'Ukraine et la sécurité des États-Unis.], U.S. International Development Finance Corporation. Consulté le 20 mars 2026, <https://www.dfc.gov/investment-story/investing-ukraines-reconstruction-and-americas-security>.

²¹ U.S. International Development Finance Corporation. "DFC Highlights Landmark Critical Minerals Investments to Strengthen U.S. National Security during State Department Ministerial." [Lors de la réunion ministérielle organisée par le Département d'État, la DFC a mis en avant des investissements historiques dans les minerais critiques visant à renforcer la sécurité nationale des États-Unis.], U.S. International Development Finance Corporation, 4 février 2026. <https://www.dfc.gov/media/press-releases/dfc-highlights-landmark-critical-minerals-investments-strengthen-us-national>.

²² Idem.

Institution	Projet / Initiative	Emplacement	Valeur (USD)	Segment	Objectif clé / Détails
DFC	CoveKaz Capital (LOI) ²³	Kazakhstan	Jusqu'à \$700m	Amont (tungstène)	Financement de l'exploration du tungstène.
DoD	Alcoa-Sojitz ²⁴	Australie	\$93m équité (+\$170m levier)	Amont (bauxite/alumine)	Garantir l'approvisionnement en aluminium.
DoD	Vulcan Elements ²⁵	Caroline du Nord (US)	\$620m dette (+\$550m levier)	Traitement	Traitement minier domestique.
DoD	ReElement	Indiana (US)	\$80m dette (+\$200m levier)	Traitement (terres rares)	Raffinage de terres rares.
DoD	Korea Zinc ²⁶ (dette)	Corée du Sud / Tennessee	\$1.25M (+\$2.4M conditionnel)	Intermédiaire (fusion / raffinage)	Capacité de raffinage des métaux stratégiques.
DoD	Korea Zinc (fonds propres)	Corée du Sud / Tennessee	\$150m (+\$540m levier)	Intermédiaire	Renforcement du traitement allié.
DoD	Atalco	Jamaïque / Louisiane	\$150m équité (+\$300m equity)	Intermédiaire	Production de gallium / Raffinage de l'oxyde d'aluminium.

²³ *Idem.*

²⁴ Alcoa. "Governments announce support for Alcoa's Gallium Critical Mineral Development Project in Western Australia" [Les gouvernements annoncent leur soutien au projet de développement de minéraux critiques d'Alcoa en Australie-Occidentale]. Alcoa, 20 octobre 2025, <https://news.alcoa.com/press-releases/press-release-details/2025/GOVERNMENTS-ANNOUNCE-SUPPORT-FOR-ALCOAS-GALLIUM-CRITICAL-MINERAL-DEVELOPMENT-PROJECT-IN-WESTERN-AUSTRALIA/default.aspx>.

²⁵ Vulcan Elements. "Vulcan Elements Forges \$1.4 billion Partnership with the United States Government and Reelement Technologies to Expand 100% Vertically Intégré, Domestic Magnet Supply Chain." [Vulcan Elements conclut un partenariat de 1,4 milliard de dollars avec le gouvernement américain et Reelement Technologies afin de développer une chaîne d'approvisionnement nationale en aimants, intégrée à 100 % verticalement.], Vulcan Elements, 3 novembre 2025, <https://vulcanelements.com/vulcan-elements-forges-1-4-billion/>.

²⁶ Office of Strategic Capital. "Korea zinc secures \$1.25B conditional investment for US operations" [Korea Zinc obtient un investissement conditionnel de 1,25 milliard de dollars pour ses activités aux États-Unis]. LinkedIn, 15 décembre 2025, https://www.linkedin.com/posts/the-office-of-strategic-capital-announces-share-7406339258422140929-Y-U?utm_source=share&utm_medium=member_desktop&rcm=ACoAAF8TLmIBEN5SFvEQPi6GJ8vFwlgV-jNDVM.

Institution	Projet / Initiative	Emplacement	Valeur (USD)	Segment	Objectif clé / Détails
DOE LPO	Thacker Pass (Lithium Americas) ²⁷	Nevada (US)	Prêt de \$2.2bn	Amont (lithium)	Projet américain sur le lithium.
DOE LPO	Rhyolite Ridge (Ioneer) ²⁸	Nevada (US)	Prêt de \$996m	Amont (lithium/ boron)	Extraction de deux minéraux.
DOE LPO	Li-Cycle (Glencore Recycling) ²⁹	US	Prêt de \$475m	Recyclage	Récupération des métaux pour batteries.
DOE LPO	Projet ATLiS ³⁰	Californie (US)	\$1.4M(conditionnel)	Traitement (lithium)	Lithium extrait de saumures géothermiques.
DOE LPO	Projet Kathari (Novonix) ³¹	US	\$754.8m (conditionnel)	Traitement (graphite)	Graphite synthétique.

DFC Agence Américaine de financement pour le développement international [U.S. International Development Finance Corporation]

DoD Département de la Défense des États-Unis [U.S. Department of Defense]

DOE LPO Bureau des prêts du Département de l'énergie des États-Unis [U.S. Department of Energy Loan Program Office]

EXIM Banque d'import-export des États-Unis [Export-Import Bank of the United States]

²⁷ Lithium Americas. "Lithium Americas Receives First Drawdown of \$435 million from U.S. Doe Atvm Loan." [Lithium Americas reçoit un premier versement de 435 millions de dollars au titre du prêt « ATVM » accordé par le département américain de l'Énergie.], Lithium Americas, 20 octobre 2025, <https://www.lithiumamericas.com/news/news-details/2025/Lithium-Americas-Receives-First-Drawdown-of-435-Million-from-U-S--DOE-ATVM-Loan/default.aspx>.

²⁸ Office of Energy Dominance Financing. "DOE Announces \$996 Million Loan Guarantee to Ioneer Rhyolite Ridge to Advance Domestic Production of Lithium Carbonate, Boost U.S. Battery Supply Chain." [Le ministère américain de l'Énergie (DOE) annonce une garantie de prêt de 996 millions de dollars en faveur du projet Rhyolite Ridge d'Ioneer afin de développer la production nationale de carbonate de lithium et de renforcer la chaîne d'approvisionnement américaine en batteries.], U.S. Department of Energy, 17 janvier 2025, <https://www.energy.gov/edf/articles/doe-announces-996-million-loan-guarantee-ioneer-rhyolite-ridge-advance-domestic>.

²⁹ Office of Energy Dominance Financing. "Li-Cycle." U.S. Department of Energy, Novembre 2024, <https://www.energy.gov/edf/li-cycle>.

³⁰ Office of Energy Dominance Financing. "LPO Announces Conditional Commitment for PROJECT ATLiS for Lithium Hydroxide Production in California." [LPO annonce un engagement conditionnel concernant le PROJET ATLiS pour la production d'hydroxyde de lithium en Californie], U.S. Department of Energy, 15 janvier 2025, <https://www.energy.gov/edf/articles/lpo-announces-conditional-commitment-project-atlis-lithium-hydroxide-production>.

³¹ Office of Energy Dominance Financing. "LPO Announces Conditional Commitment to Novonix to Boost Synthetic Graphite Manufacturing in Tennessee." [LPO annonce un engagement conditionnel envers Novonix visant à stimuler la production de graphite synthétique dans le Tennessee.], U.S. Department of Energy, 16 décembre 2024, <https://www.energy.gov/edf/articles/lpo-announces-conditional-commitment-novonix-boost-synthetic-graphite-manufacturing>.

En Europe, l'exemple le plus avancé de coopération en matière de chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques reste celui de **Caremag à Lacq**, où la société française Carester construit une usine de recyclage et d'affinage des terres rares avec le soutien de l'État français et de ses partenaires japonais JOGMEC et Iwatani. Le projet est conçu pour produire à la fois des oxydes de terres rares lourdes et légères destinés aux aimants permanents, et des accords d'achat à long terme contribuent déjà à ancrer la demande future. JOGMEC a déclaré que cet accord vise à garantir un approvisionnement à long terme de 50% des terres rares lourdes produites par l'usine pour les partenaires japonais³². Cela confère à Lacq une importance particulière en tant que modèle de ce à quoi devrait ressembler, dans la pratique, une coopération résiliente au sein de la chaîne d'approvisionnement : **politique industrielle, investissements étrangers fiables, visibilité de la demande en aval et coordination stratégique transfrontalière** sont réunis au sein d'une structure de projet unique.

Un deuxième projet notable concerne le **site de Solvay à La Rochelle, sur la côte atlantique française**³³. Solvay a inauguré en avril 2025 une nouvelle ligne de production de terres rares destinées aux aimants permanents. Ce site revêt une importance stratégique, car il s'agit de l'un des très rares sites de séparation et de raffinage de terres rares en Europe hors de Chine. L'expansion de Solvay vise à répondre à la demande européenne dans les secteurs des véhicules électriques, des énergies renouvelables, de l'électronique et de la défense, mais elle révèle également une faiblesse récurrente dans l'approche européenne : la capacité industrielle est en cours de reconstruction, mais les débouchés européens à long terme restent moins certains que dans le cas de projets soutenus par une coordination public-privé plus claire et une coordination internationale avec des partenaires de confiance.

³² METI. "The Japanese and French Governments Work Together to Support a Heavy Rare Earth Project in France." [Les gouvernements japonais et français collaborent pour soutenir un projet d'exploitation de terres rares lourdes en France.], METI, 17 mars 2025, https://www.meti.go.jp/english/press/2025/0317_002.html.

³³ Solvay. "Solvay Advances European Rare Earths Production." [Solvay fait progresser la production européenne de terres rares.], Solvay, 8 avril 2025, https://www.solvay.com/sites/g/files/SPEND616/files/2025-04/20250408%20Inauguration%20La%20Rochelle%20PR%20-%20EN_0.pdf.

Ensemble, Solvay et Caremag soulignent la nécessité de mettre en place des politiques axées sur la demande et guidées par des critères non tarifaires, politiques qui pourraient à terme déboucher sur la création de marchés communs pour les biens stratégiques au sein du G7 et parmi ses partenaires de confiance.

Au total, **l'UE a désigné 47 projets, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, comme étant d'importance stratégique pour l'extraction, le traitement et le raffinage des matières premières critiques, en vertu de la loi européenne sur les matières premières critiques (EU CRM Act) de mars 2025**³⁴. Là encore, cela positionne l'Europe comme un pôle de demande clé pour ces projets de diversification, mais avec peu d'approches minilatérales. La chaîne Per Geijer/Luleå de LKAB en Suède, qui est l'un des projets les plus importants dans le domaine des terres rares et des phosphates actuellement en cours de développement dans l'UE, est un exemple de ces projets critiques³⁵. Les projets de LKAB à Kiruna, Gällivare et dans le parc industriel de Luleå ont tous obtenu le statut de projets stratégiques.

³⁴ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Selected Strategic Projects under CRMA." [Projets stratégiques sélectionnés dans le cadre de la CRMA.], Publications Office of the EU. Consulté le 20 mars 2026, https://single-market-economy.ec.europa.eu/sectors/raw-materials/areas-specific-interest/critical-raw-materials/strategic-projects-under-crma/selected-projects_en.

³⁵ LKAB. "LKAB's Future Initiatives Designated as Strategic Projects by the EU." [Les initiatives futures de LKAB ont été désignées comme projets stratégiques par l'UE.], LKAB, 25 mars 2025, <https://lkab.com/en/press/lkabs-future-initiatives-designated-as-strategic-projects-by-the-eu/>.

Principaux projets stratégiques de l'UE dans le domaine des minéraux critiques³⁶

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Projet Barroso Lithium ³⁷	Savannah Lithium Unipessoal, Lda	Portugal	Amont	Extraction de lithium (qualité batterie).
CAREMAG ³⁸	CAREMAG SAS	France	Intermédiaire (traitement)	Traitement des terres rares pour les aimants, bore (qualité métallurgique).
Projet Cínovec lithium ³⁹	Geomet s.r.o.	Tchéquie	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de lithium (qualité batterie).
CirCular ⁴⁰	Atlantic Copper SLU	Espagne	Recyclage	Recycler le cuivre, les métaux du groupe du platine, le nickel.
Emili ⁴¹	IMERYS Ceramics France	France	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement du lithium (qualité batterie).

³⁶ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Selected strategic projects under CRMA" [Projets stratégiques sélectionnés dans le cadre de la CRMA], Publications Office of the EU, 2025, https://single-market-economy.ec.europa.eu/sectors/raw-materials/areas-specific-interest/critical-raw-materials/strategic-projects-under-crma/selected-projects_en.

³⁷ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/c87272ae-2963-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

³⁸ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/91e4dead-2960-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

³⁹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/7b420d5f-2964-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁴⁰ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/5d262faa-2963-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁴¹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/3f0c26b4-2962-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Projet KELIBER LITHIUM ⁴²	KELIBER TECHNOLOGY OY	Finlande	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement du lithium (qualité batterie).
LAS NAVAS ⁴³	LITHIUM IBERIA, S.L.	Espagne	Amont	Extraction du lithium (qualité batterie).
Convertisseur d'hydroxyde de lithium Guben ⁴⁴	Rock Tech Guben GmbH	Allemagne	Intermédiaire (traitement)	Traitement du Lithium (qualité batterie).
Metlen BAUX-EU, GALLANT, LEADER ⁴⁵	Metlen Energy and Metals and European Bauxites	Grèce	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement du bauxite/alumine/aluminium, gallium.
Projet MINA DOADE ⁴⁶	RECURSOS MINERALES DE GALICIA, S.A.	Espagne	Amont	Extraction du lithium (qualité batterie).
Projet minier EL MOTO ⁴⁷	ABENÓJAR TUNGSTEN S.L.	Espagne	Amont	Extraction de Tungsten.

⁴² Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.” [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/ea0b8b6f-2641-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁴³ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.” [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/a284150d-2641-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁴⁴ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.” [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/9397c8a6-2637-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁴⁵ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.” [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/5eda5224-263a-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁴⁶ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.” [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/065772bf-263d-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁴⁷ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.” [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/e672555e-2635-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Neves Corvo - 3RD SILO, LOMBADOR, Semblana ⁴⁸	SOMINCOR	Portugal	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de cuivre.
POLVOLT ⁴⁹	Elemental Battery Metals Sp. z o.o.	Pologne	Recyclage	Recyclage de nickel (qualité batterie), cuivre, cobalt, lithium (qualité batterie), métaux du groupe du platine, manganèse (qualité batterie).
Projet PMR de gisement polymétallique à sulfite primaire ⁵⁰	Cobre las Cruces S.A.U.	Espagne	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement du cuivre.
Usine de séparation des terres rares de Pulawy ⁵¹	Mkango Resources Ltd.	Pologne	Intermédiaire (traitement)	Traitement de terres rares pour la fabrication d'aimants.
Rovina ⁵²	Euro Sun Mining Inc.	Roumanie	Amont	Extraction de cuivre.
SALROM Baia de Fier ⁵³	Societatea Națională a Sării S.A.	Roumanie	Amont	Extraction de graphite (qualité batterie).

⁴⁸ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/f5b99bf4-295b-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁴⁹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/80d17245-2634-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁵⁰ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/d5803b30-2638-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁵¹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6a2b6cac-2638-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁵² Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/e4be32e6-295e-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁵³ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/80ebbf9c-2963-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Verde Magnesium ⁵⁴	Verde Magnesium SRL.	Roumanie	Amont	Extraction de magnésium métallique.
Viridian Lithium ⁵⁵	Viridian Lithium	France	Intermédiaire (traitement)	Traitement de lithium (qualité batterie).
Zero Carbon Lithium ⁵⁶	Vulcan Energie Ressourcen GmbH	Allemagne	Amont	Extraction de lithium (qualité batterie).

En dehors de l'Europe et des États-Unis, le Canada s'est montré extrêmement actif dans le cadre de sa stratégie sur les minéraux critiques, qui est devenue un axe central de la coopération internationale entre les membres du G7. Lancée en 2022 et soutenue par un financement fédéral de 3,8 milliards de dollars canadiens, cette stratégie renforce la capacité du Canada à produire et à traiter des matières premières stratégiques telles que le lithium, le nickel, le cobalt, le graphite et les éléments de terres rares.

Parmi les projets soutenus dans le cadre de cette stratégie figurent le développement de capacités d'extraction et de traitement des terres rares dans les Territoires du Nord-Ouest, ainsi que la création d'un pôle dédié aux matériaux pour batteries à Bécancour, au Québec, **visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement nord-américaines et européennes pour les véhicules électriques**. Ces initiatives combinent des investissements dans l'exploitation minière, le raffinage et le traitement en aval, soutenus par des financements publics et des partenariats industriels.

⁵⁴ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/f7894432-2961-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁵⁵ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/e68c7ba5-2964-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁵⁶ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU." [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/c2c935a3-2964-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Dans l'ensemble, ces initiatives témoignent à la fois des progrès accomplis et de la fragmentation qui caractérise encore les efforts du G7 en matière de sécurité économique. Les États-Unis et l'Union européenne tirent parti de leur marché pour se positionner comme des pôles de demande, mais leur coordination reste limitée à des projets spécifiques. Cela risque d'entraîner la création d'écosystèmes parallèles et, à terme, une concurrence en période de crise d'approvisionnement. À l'exception notable de la coopération franco-japonaise à Lacq, la plupart des projets restent menés à l'échelle nationale ou bilatérale. C'est une occasion manquée.

Le G7 dispose d'une marge de manœuvre considérable pour agir de manière décisive en harmonisant les signaux de la demande, en coordonnant les stratégies d'achat et en garantissant l'interopérabilité entre les régimes d'aide nationaux. Cela pourrait transformer des projets isolés en un système cohérent et évolutif de chaînes d'approvisionnement fiables.

Plus précisément, le G7 devrait se concentrer sur le segment intermédiaire, qui constitue le domaine où un impact collectif peut être obtenu le plus rapidement. Les efforts actuels des États-Unis sont fortement axés sur l'extraction et le financement en amont, ce qui reflète à la fois des priorités stratégiques et des contraintes nationales en matière de capacité de traitement. Cela crée un déséquilibre structurel dans l'architecture émergente de la chaîne d'approvisionnement. En revanche, l'Europe, le Japon et d'autres partenaires sont mieux placés pour apporter leur contribution dans les domaines du raffinage, de la séparation, du recyclage et de l'ancrage de la demande par le biais d'accords d'achat à long terme. **Un soutien coordonné à ces segments permettrait de remédier directement à l'une des vulnérabilités les plus critiques des chaînes d'approvisionnement actuelles, où la concentration reste extrême.** Des projets tels que Caremag à Lacq illustrent ce modèle : la résilience ne résulte pas d'investissements isolés, mais de structures intégrées combinant l'accès en amont, la

transformation en aval et la visibilité de la demande en aval au sein d'un cadre de partenariat de confiance. Déployer ces modèles à plus grande échelle grâce à un soutien coordonné du G7 constituerait une avancée concrète et réalisable.

Enfin, dans le domaine des semi-conducteurs, le prochain sommet du G7 offre l'occasion de reconnaître le rôle positif de Pax Silica et permet à l'UE et à ses États membres de suivre l'exemple de la Grèce et de la Suède en rejoignant une initiative qui présente un bon potentiel pour renforcer la résilience et la compétitivité européennes.

Le G7 en tant que coordinateur stratégique des initiatives visant à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement

L'enjeu central pour la présidence française est de savoir si elle parviendra à rendre les initiatives émergentes américaines, européennes et minilatérales suffisamment interopérables pour qu'elles dépassent la simple somme de leurs parties et génèrent des avancées concrètes en matière de sécurité économique.

L'importance croissante accordée à la résilience des chaînes d'approvisionnement a entraîné une multiplication des formats de coopération et des initiatives, accords bilatéraux et groupements minilatéraux venant se surajouter aux démarches d'instances bien établies, telles que l'OCDE et le G7. Des initiatives telles que Pax Silica et la réunion ministérielle sur les minéraux critiques, lancées par l'administration Trump, ont vu le jour en dehors du cadre du G7. L'administration Trump apparaît déterminée à mettre en place une stratégie d'accès aux marchés reposant sur des coalitions géoéconomiques centrées sur des chaînes d'approvisionnement spécifiques, ainsi que sur un cadre d'accords bilatéraux. Parallèlement, l'Union européenne poursuit son propre agenda stratégique à travers des instruments tels que la loi sur les matières premières critiques. **Laisser ces dynamiques évoluer en parallèle, sans véritable coordination, serait sous-optimal**, dans la mesure où des synergies plus poussées permettraient d'élargir significativement l'échelle des marchés concernés et de renforcer de manière substantielle la sécurité économique collective.

Dans ce paysage institutionnel de plus en plus dense, le rôle du G7 doit être compris non pas comme le moteur de nouvelles initiatives, mais comme un niveau de coordination : une plateforme

permettant d'harmoniser les efforts qui continueront à se développer au-delà de sa structure formelle. Le principal défi consiste à garantir la cohérence et l'efficacité entre ces différents cadres, en évitant les doublons, la fragmentation des engagements et le gaspillage d'opportunités d'extension à grande échelle. La véritable question est de savoir comment aller au-delà des messages politiques et générer des bénéfices concrets tant pour les gouvernements que pour les industries.

C'est précisément là que le G7 peut encore jouer un rôle décisif. Il peut fournir le cadre politique nécessaire à la réalisation de trois objectifs : premièrement, établir une visibilité commune sur les vulnérabilités partagées ; deuxièmement, développer un réflexe coordonné de lutte contre la coercition ; et troisièmement, soutenir un nombre limité de projets conjoints dans les segments de la chaîne de valeur où les complémentarités entre alliés sont les plus fortes. Une vision commune d'un marché commun des biens stratégiques entre le G7 et des partenaires de confiance peut sembler ambitieuse, mais elle apporterait une cohérence indispensable à un paysage fragmenté encore dominé par des initiatives nationales et des politiques axées sur la demande qui en sont à leurs débuts.

En résumé, la contribution réaliste du G7 à la sécurité économique consiste à **réduire la fragmentation entre les initiatives existantes et à ancrer la coopération dans des mécanismes concrets.** Son rôle est de **veiller à ce que les données deviennent exploitables, que les risques de coercition soient anticipés collectivement et que les investissements tout au long de la chaîne de valeur soient coordonnés là où des complémentarités existent.** En cas de succès, cela ne constituerait pas une nouvelle architecture institutionnelle, mais quelque chose de plus opérationnel : un système sur lequel des partenaires de confiance peuvent s'appuyer afin d'anticiper, d'absorber et de répondre aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement dans les secteurs critiques.

Le prochain sommet du G7 est également l'occasion de poursuivre les travaux sur la préparation à la coercition économique, dans le but de la rendre opérationnelle dans le domaine des minéraux critiques. Si des améliorations en matière d'intelligence économique sont accomplies, comme le suggère cette note, l'agenda anti-coercition en bénéficiera directement. Un cadre commun d'alerte et de réponse ne peut être élaboré qu'en identifiant les points d'étranglement clés, en établissant des mécanismes de consultation pré-convenus par le biais de simulations de crise, et en coordonnant l'enchaînement des réponses. L'objectif est de réduire le temps de réaction et d'éviter des réactions nationales fragmentées lorsque des mesures coercitives sont prises, en transformant la plateforme de coordination du G7 sur la coercition économique en un cadre plus pratique et spécifique au secteur des minéraux critiques, où les vulnérabilités sont les plus grandes.

La présidence française du G7 offre l'occasion de définir plus clairement le rôle du G7 dans la gouvernance de la sécurité économique.

Ce rôle devrait s'inscrire dans une logique de coordination stratégique, notamment par la mise en place d'un réseau de partenaires de confiance visant à réduire la concentration excessive au sein des chaînes d'approvisionnement critiques. En élargissant son champ d'action au-delà de ses membres autour d'objectifs communs en matière de sécurité des chaînes d'approvisionnement et de diversification des marchés, le G7 peut consolider sa position de plateforme de coordination centrale, à un moment où aucune autre organisation ne sait remplir efficacement ce rôle.

Principales initiatives et projets américains de financement public dans le domaine des minerais critiques (2022–2026)⁵⁷

Institution	Projet / Initiative	Emplacement	Valeur (USD)	Segment	Objectif clé / Détails
EXIM	Projet Vault ⁵⁸	N/A	\$10M	Transverse	Constituer une réserve stratégique américaine de minerais critiques.
EXIM	Reko Diq ⁵⁹	Pakistan	\$1.3M	Amont	Développer la production d'une mine de cuivre et d'or.
EXIM	6K Additive ⁶⁰	Pennsylvanie	\$27.4m	Aval	Raffiner titane/nickel et poudres d'alliages.
EXIM	Amaero Advanced Materials ⁶¹	Tennessee	\$23.5m	Traitement	Traitement de matériaux avancés et de métaux critiques.

⁵⁷ Office of the Spokesperson. “2026 Critical Minerals Ministerial – United States Department of State.” [Réunion ministérielle sur les minéraux critiques de 2026 – Département d'État des États-Unis.] United States Department of State, 5 février 2026, <https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2026/02/2026-critical-minerals-ministerial>.

⁵⁸ Export-Import Bank of the United States. “Week in Review: Project Vault and the U.S. Strategic Critical Mineral Reserve.” [Rétrospective de la semaine : “Project Vault” et la réserve stratégique américaine de minéraux essentiels.] Export-Import Bank of the United States, 6 Février 2026, <https://www.exim.gov/news/week-review-project-vault-and-strategic-critical-mineral-reserve>.

⁵⁹ U.S. Mission Pakistan. “U.S. announces \$1.25 billion financing for minerals mining, driving economic growth in Balochistan”, [“Les États-Unis annoncent un financement de 1,25 milliard de dollars pour l'exploitation minière, afin de stimuler la croissance économique au Baloutchistan”], U.S. Embassy and Consulates in Pakistan, 22 Décembre 2025, <https://pk.usembassy.gov/4/>.

⁶⁰ Export-Import Bank of the United States. “Jovanovic’s First EXIM Board Action: Critical Minerals Expansion in Pennsylvania with Department of War | EXIM.GOV.”, [“Première initiative de Jovanovic au conseil d'administration de l'EXIM : développement du secteur des minéraux stratégiques en Pennsylvanie en collaboration avec le ministère de la Défense | EXIM.GOV.”], Exim.gov, 2025, <https://www.exim.gov/news/jovanovics-first-exim-board-action-critical-minerals-expansion-pennsylvania-department-war>.

⁶¹ Export-Import Bank of the United States. “Export-Import Bank of the United States Announces Amaero as 2025 China and Transformational Exports Program Deal of the Year Award at Annual Conference | EXIM.GOV.”, [La Banque d'import-export des États-Unis décerne à Amaero le prix de la “Transaction de l'année 2025” dans le cadre du programme “China and Transformational Exports” lors de sa conférence annuelle | EXIM.GOV.”] Exim.gov, 2025, <https://www.exim.gov/news/export-import-bank-united-states-announces-amaero-2025-china-and-transformational-exports>.

Institution	Projet / Initiative	Emplacement	Valeur (USD)	Segment	Objectif clé / Détails
EXIM	Empire State Mines ⁶²	New York	\$15.9m	Amont	Lancer l'exploitation et la production de zinc.
EXIM	IperionX ⁶³	Virginie	\$11.1m	Intermédiaire	Fabrication et traitement du titane.
DFC	Fonds URIF ⁶⁴	Ukraine	\$75m (+\$75m levier)	Amont / Fonds stratégique	Financement de démarrage pour les minerais critiques et les secteurs stratégiques en Ukraine.
DFC	Consortium Orion pour les minerais critiques ⁶⁵	International	\$600m (+\$1.2M levier)	Amont / Plateforme d'investissements	Véhicule d'investissement minier mondial à grande échelle.
DFC	Serra Verde ⁶⁶	Brésil	\$565m	Amont (extraction de terres rares)	Extraction de terres rares lourdes et légères.

⁶² Export-Import Bank of the United States. "Export-Import Bank of the United States Board of Directors Approves Eighth Make More in America Initiative Transaction | EXIM.GOV.", [Le conseil d'administration de l'Export-Import Bank des États-Unis approuve la huitième opération dans le cadre de l'initiative "Make More in America" | EXIM.GOV.] Exim.gov, 2025, <https://www.exim.gov/news/export-import-bank-united-states-board-directors-approves-eighth-make-more-america-initiative>.

⁶³ Export-Import Bank of the United States. "Export-Import Bank of the United States Approves More than \$350 Million in Transactions | EXIM.GOV.", [La Banque d'import-export des États-Unis approuve des transactions d'une valeur totale de plus de 350 millions de dollars | EXIM.GOV.] Exim.gov, 2025, <https://www.exim.gov/news/export-import-bank-united-states-approves-more-350-million-transactions>.

⁶⁴ U.S. DFC. "Investing in Ukraine's Reconstruction and America's Security.", [Investir dans la reconstruction de l'Ukraine et la sécurité des États-Unis.], U.S. International Development Finance Corporation. Consulté le 20 mars 2026, <https://www.dfc.gov/investment-story/investing-ukraines-reconstruction-and-americas-security>.

⁶⁵ U.S. DFC. "DFC Highlights Landmark Critical Minerals Investments to Strengthen U.S. National Security during State Department Ministerial.", [La DFC met en avant des investissements historiques dans les minéraux critiques visant à renforcer la sécurité nationale des États-Unis lors de la réunion ministérielle du Département d'État.], U.S. International Development Finance Corporation, 4 février 2026, <https://www.dfc.gov/media/press-releases/dfc-highlights-landmark-critical-minerals-investments-strengthen-us-national>.

⁶⁶ Idem.

Institution	Projet / Initiative	Emplacement	Valeur (USD)	Segment	Objectif clé / Détails
DFC	CoveKaz Capital (LOI) ⁶⁷	Kazakhstan	Jusqu'à \$700m	Amont (tungstène)	Financement de l'exploration du tungstène.
DFC	JV Gécamines–Mercuria ⁶⁸	RDC / International	N/A (offtake)	Intermédiaire / Négocier	Garantir l'approvisionnement en cuivre (100 000 tonnes pour les États-Unis + 50 000 tonnes pour les alliés).
DFC	Partenariats dans le Golfe ⁶⁹	Pays du Golfe	N/A	Transverse	Plateformes de co-investissement stratégiques avec des entreprises du Golfe.
DoD / Bureau des investissements stratégiques	Ambler Metals ⁷⁰	Alaska (US)	\$35m équité	Amont (exploitation minière)	Développement minier domestique.
DoD	Alcoa–Sojitz ⁷¹	Australie	\$93m équité (+\$170m levier)	Amont (bauxite/alumine)	Sécurisation des approvisionnements en aluminium.

⁶⁷ U.S. DFC. "DFC Highlights Landmark Critical Minerals Investments to Strengthen U.S. National Security during State Department Ministerial.", [La DFC met en avant des investissements historiques dans les minéraux critiques visant à renforcer la sécurité nationale des États-Unis lors de la réunion ministérielle du Département d'État.] DFC, 4 février 2026, <https://www.dfc.gov/media/press-releases/dfc-highlights-landmark-critical-minerals-investments-strengthen-us-national>.

⁶⁸ Idem.

⁶⁹ Office of the Spokesperson. "2026 Critical Minerals Ministerial—United States Department of State." United States Department of State, 5 février 2026, <https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2026/02/2026-critical-minerals-ministerial>.

⁷⁰ Trilogy Metals Inc. "Trilogy Metals Announces 2026 Program and Budget for Ambler Metals and the Corporate Budget for the Company.", [Trilogy Metals annonce le programme et le budget 2026 pour Ambler Metals ainsi que le budget global de la société.] Trilogy Metals Inc., 17 décembre 2025, <https://trilogymetals.com/news-and-media/news/trilogy-metals-announces-dec-17-2025/>.

⁷¹ Alcoa. "Governments announce support for Alcoa's Gallium Critical Mineral Development Project in Western Australia", [Les gouvernements annoncent leur soutien au projet de développement de minéraux critiques d'Alcoa en Australie-Occidentale]. Alcoa, 20 octobre 2025, <https://news.alcoa.com/press-releases/press-release-details/2025/GOVERNMENTS-ANNOUNCE-SUPPORT-FOR-ALCOAS-GALLIUM-CRITICAL-MINERAL-DEVELOPMENT-PROJECT-IN-WESTERN-AUSTRALIA/default.aspx>.

Institution	Projet / Initiative	Emplacement	Valeur (USD)	Segment	Objectif clé / Détails
DoD	Vulcan Elements ⁷²	Caroline du Nord (US)	\$620m dette (+\$550m levier)	Traitement	Traitement domestique des minerais.
DoD	ReElement	Indiana (US)	\$80m dette (+\$200m levier)	Traitement (terres rares)	Raffinage des terres rares.
DoD	Korea Zinc (dette)	Corée du Sud / Tennessee	\$1.25M (+\$2.4M conditionnel)	Intermédiaire (fusion / raffinage)	Capacité de raffinage des métaux stratégiques.
DoD	Korea Zinc (équité)	Corée du Sud / Tennessee	\$150m (+\$540m levier)	Intermédiaire	Renforcement du traitement allié.
DoD	Atalco	Jamaïque / Louisiane	\$150m equity (+\$300m equity)	Intermédiaire	Production de gallium / Affinage de l'oxyde d'aluminium.
DOE LPO	Thacker Pass (Lithium Americas) ⁷³	Nevada (US)	Prêt de \$2.2M	Amont (lithium)	Projet américain sur le lithium.
DOE LPO	Rhyolite Ridge (Ioneer) ⁷⁴	Nevada (US)	Prêt de \$996m	Amont (lithium/boron)	Extraction de deux minéraux.

⁷² Vulcan Elements. "Vulcan Elements Forges \$1.4 Billion Partnership with the United States Government and Reelement Technologies to Expand 100% Vertically Intégré, Domestic Magnet Supply Chain." [Vulcan Elements conclut un partenariat de 1,4 milliard de dollars avec le gouvernement américain et Reelement Technologies afin de développer une chaîne d'approvisionnement nationale en aimants 100 % intégrée verticalement.] Vulcan Elements, 3 novembre 2025, <https://vulcanelements.com/vulcan-elements-forges-1-4-billion/>.

⁷³ Lithium Americas. "Lithium Americas Receives First Drawdown of \$435 Million from U.S. Doe Atvm Loan." [Lithium Americas reçoit un premier versement de 435 millions de dollars au titre du prêt « ATVM » accordé par le département américain de l'Énergie.] Lithium Americas, 20 octobre 2025, <https://www.lithiumamericas.com/news/news-details/2025/Lithium-Americas-Receives-First-Drawdown-of-435-Million-from-U-S--DOE-ATVM-Loan/default.aspx>.

⁷⁴ Office of Energy Dominance Financing. "DOE Announces \$996 Million Loan Guarantee to Ioneer Rhyolite Ridge to Advance Domestic Production of Lithium Carbonate, Boost U.S. Battery Supply Chain." [Le DOE annonce une garantie de prêt de 996 millions de dollars en faveur du projet Rhyolite Ridge d'Ioneer afin de développer la production nationale de carbonate de lithium et de renforcer la chaîne d'approvisionnement américaine en batteries.] U.S. Department of Energy, 17 janvier 2025, <https://www.energy.gov/edf/articles/doe-announces-996-million-loan-guarantee-ioneer-rhyolite-ridge-advance-domestic>.

Institution	Projet / Initiative	Emplacement	Valeur (USD)	Segment	Objectif clé / Détails
DOE LPO	Li-Cycle (Glencore Recycling) ⁷⁵	US	Prêt de \$475m	Recyclage	Récupération des métaux pour batteries.
DOE LPO	Syrah Vidalia ⁷⁶	Louisiane (US)	Prêt de \$98m	Traitement (graphite)	Traitement du graphite naturel.
DOE LPO	Projet ATLiS ⁷⁷	Californie (US)	\$1.4M (conditionnel)	Traitement (lithium)	Lithium extrait de saumures géothermiques.
DOE LPO	Projet Kathari (Novonix) ⁷⁸	US	\$754.8m (conditionnel)	Traitement (graphite)	Graphite synthétique.

DFC Agence Américaine de financement pour le développement international [U.S. International Development Finance Corporation]

DoD Département de la Défense des États-Unis [U.S. Department of Defense]

DOE LPO Bureau des prêts du Département de l'énergie des États-Unis [U.S. Department of Energy Loan Program Office]

EXIM Banque d'import-export des États-Unis [Export-Import Bank of the United States]

⁷⁵ Office of Energy Dominance Financing. "Li-Cycle." U.S. Department of Energy, Novembre 2024, <https://www.energy.gov/edf/li-cycle>.

⁷⁶ Office of Energy Dominance Financing. "Syrah Vidalia." U.S. Department of Energy, 2025, <https://www.energy.gov/edf/syrah-vidalia>.

⁷⁷ Office of Energy Dominance Financing. "LPO Announces Conditional Commitment for Project ATLiS for Lithium Hydroxide Production in California.", [LPO annonce un engagement conditionnel pour le projet ATLiS de production d'hydroxyde de lithium en Californie.] U.S. Department of Energy, 2025, <https://www.energy.gov/edf/articles/lpo-announces-conditional-commitment-project-atlis-lithium-hydroxide-production>.

⁷⁸ Office of Energy Dominance Financing. "LPO Announces Conditional Commitment to NOVONIX to Boost Synthetic Graphite Manufacturing in Tennessee.", [LPO annonce un engagement conditionnel envers NOVONIX visant à stimuler la production de graphite synthétique dans le Tennessee.] U.S. Department of Energy, 2025, <https://www.energy.gov/edf/articles/lpo-announces-conditional-commitment-novonix-boost-synthetic-graphite-manufacturing>.

Principaux projets stratégiques sélectionnés de l'UE dans le domaine des minerais critiques⁷⁹

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Ageli ⁸⁰	Eramet	France	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : lithium (qualité batterie) extraction et traitement.
Projet Aguablanca ⁸¹	RIO NARCEA RECURSOS S.A.	Espagne	Amont	Extraction de cobalt, de métaux du groupe platine, de nickel (qualité batterie) et de cuivre.
Projet Alpha ⁸²	Solvay Chimica Italia Spa	Italie	Recyclage	Recyclage de métaux du groupe platine.
BAM4EVER (Phase I&II) ⁸³	Tokai COBEX savoie	France	Intermédiaire (Traitement)	Traitement Graphite (qualité batterie).
Projet Barroso Lithium ⁸⁴	Savannah Lithium Unipessoal, Lda	Portugal	Amont	Extraction de lithium (qualité batterie).

⁷⁹ European Commission. “Selected Strategic Projects.”, [Projets stratégiques sélectionnés], Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs, 2025, https://single-market-economy.ec.europa.eu/sectors/raw-materials/areas-specific-interest/critical-raw-materials/strategic-projects-under-crma/selected-projects_en.

⁸⁰ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/15a214a8-2963-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁸¹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/f1dd6f16-2962-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁸² Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/1b497cf3-2962-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁸³ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/9f050542-2964-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁸⁴ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/c87272ae-2963-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
CAREMAG ⁸⁵	CAREMAG SAS	France	Intermédiaire (Traitement)	Traitement des terres rares pour les aimants, bore (qualité métallurgique).
Projet Chvaleitice Manganese ⁸⁶	Euro Manganese Inc	Tchéquie	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de manganèse (qualité batterie).
Projet Cínovec lithium ⁸⁷	Geomet s.r.o.	Tchéquie	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de lithium (qualité batterie).
CirCular ⁸⁸	Atlantic Copper SLU	Espagne	Recyclage	Recyclage de cuivre, de métaux du groupe platine, de nickel.
CO2 Graphite ⁸⁹	UP Catalyst	Estonie	Intermédiaire (Traitement)	Traitement de graphite (qualité batterie).
Emili ⁹⁰	IMERYS Ceramics France	France	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de lithium (qualité batterie).

⁸⁵ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/91e4dead-2960-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁸⁶ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/a4ae906d-2963-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁸⁷ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/7b420d5f-2964-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁸⁸ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/5d262faa-2963-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁸⁹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/d3c42971-2961-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁹⁰ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/3f0c26b4-2962-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Initiative européenne pour une production stratégique et durable de graphite. ⁹¹	NGC Battery Materials GmbH	France (emplacement principal), Namibie, Allemagne	Intermédiaire (Traitement)	Traitement de graphite (qualité batterie).
GALLICAM ⁹²	SIBANYE-STILLWATER SANDOUVILLE REFINERY	France	Intermédiaire (Traitement)	Traitement de nickel (qualité batterie), cobalt (qualité batterie), lithium (qualité batterie), graphite (qualité batterie), manganèse (qualité batterie), cuivre.
GePETO ⁹³	Umicore	Belgique	Intermédiaire (Traitement)	Traitement du germanium.
Hycamite TCD Technologies Ltd. ⁹⁴	Hycamite TCD Technologies Ltd.	Finlande	Intermédiaire (Traitement)	Traitement de graphite.
Hydrométallurgie ⁹⁵	ORANO Batteries	France	Recyclage	Recyclage de lithium (qualité batterie), cobalt, nickel (qualité batterie), manganèse, graphite (qualité batterie).

⁹¹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/22b2d4fa-2967-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁹² Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/04a6f9c8-2966-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁹³ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6e23bb89-2960-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁹⁴ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/b3a979c2-637f-11f0-bf4e-01aa75ed71a1>.

⁹⁵ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/39624d69-2963-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Projet d'extension de la raffinerie de cobalt Jerois en Finlande. ⁹⁶	Jerois Finlande Oy	Finlande	Intermédiaire (Traitement)	Traitement de cobalt.
Projet KELIBER LITHIUM ⁹⁷	KELIBER TECHNOLOGY OY	Finlande	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de lithium (qualité batterie).
Kolmisoppi ⁹⁸	Terrafame Ltd	Finlande	Amont	Extraction de nickel (qualité batterie), cobalt.
La Parrilla Mine (P6 Metals) ⁹⁹	Iberian Resources Spain	Espagne	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de tungstène.
LAS NAVAS ¹⁰⁰	LITHIUM IBERIA, S.L.	Espagne	Amont	Extraction de lithium (qualité batterie).
LIFE-22-ENV-IT-INSPIREE ¹⁰¹	Itelyum Regeneration SpA	Italie	Recyclage	Recyclage de terres rares pour aimants.

⁹⁶ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/62cf1e95-2962-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁹⁷ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/ea0b8b6f-2641-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁹⁸ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/63afeab3-26fd-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

⁹⁹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/c293ca57-6389-11f0-bf4e-01aa75ed71a1>.

¹⁰⁰ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/a284150d-2641-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹⁰¹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/7ec562eb-2641-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Lift One ¹⁰²	Lifthium energy, S.A.	Portugal	Intermédiaire (Traitement)	Traitement de lithium (qualité batterie).
Convertisseur d'hydroxyde de lithium de Guben ¹⁰³	Rock Tech Guben GmbH	Allemagne	Intermédiaire (Traitement)	Traitement de lithium (qualité batterie).
MagFactory ¹⁰⁴	MagREESource	France	Recyclage	Recyclage de terres rares pour aimants.
Metlen BAUX-EU, GALLANT, LEADER ¹⁰⁵	Metlen Energy and Metals and European Bauxites	Grèce	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de bauxite/alumine/aluminium, gallium.
Projet MINA DOADE ¹⁰⁶	RECURSOS MINE-RALES DE GALICIA, S.A.	Espagne	Amont	Extraction de lithium (qualité batterie).
Projet minier EL MOTO ¹⁰⁷	ABENÓJAR TUNGSTEN S.L.	Espagne	Amont	Extraction de tungstène.

¹⁰² Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.". [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/c647821e-2641-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹⁰³ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.". [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/9397c8a6-2637-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹⁰⁴ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.". [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6fd3bf55-2637-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹⁰⁵ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.". [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/5eda5224-263a-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹⁰⁶ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.". [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/065772bf-263d-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹⁰⁷ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.". [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/e672555e-2635-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Neves Corvo - 3RD SILO, LOMBADOR, Semblana ¹⁰⁸	SOMINCOR	Portugal	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de cuivre.
NorthCYCLE ¹⁰⁹	Northvolt Revolt AB	Suède	Recyclage	Recyclage de manganèse (qualité batterie), lithium (qualité batterie), graphite (qualité batterie), nickel (qualité batterie), cobalt.
POLVOLT ¹¹⁰	Elemental Battery Metals Sp. z o.o.	Pologne	Recyclage	Recyclage de nickel (qualité batterie), cuivre, cobalt, lithium (qualité batterie), métaux du groupe platine, manganèse (qualité batterie).
Projet PMR de gisement polymétallique à sulfite primaire ¹¹¹	Cobre las Cruces S.A.U.	Espagne	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de cuivre.
Portovesme CRM Hub ¹¹²	Portovesme srl	Italie	Recyclage	Recyclage de lithium (qualité batterie), nickel, cobalt, cuivre.
ProHiPerSi ¹¹³	PCC Thorian GmbH	Allemagne	Transversal	Substitution de graphite (qualité batterie).

¹⁰⁸ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.", [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/f5b99bf4-295b-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹⁰⁹ European Commission. "Selected Strategic Projects.", [Projets stratégiques sélectionnés], Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs, 2025, https://single-market-economy.ec.europa.eu/sectors/raw-materials/areas-specific-interest/critical-raw-materials/strategic-projects-under-crma/selected-projects_en.

¹¹⁰ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.", [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/80d17245-2634-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹¹¹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.", [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/d5803b30-2638-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹¹² Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.", [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/b75d5897-2637-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹¹³ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.", [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/db1e7bbb-2637-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Projet Fortum Hydromet ¹¹⁴	Fortum Battery Recycling Oy	Finlande	Recyclage	Recyclage de lithium (qualité batterie), cuivre, nickel (qualité batterie), cobalt.
Usine de séparation des terres rares de Pulawy ¹¹⁵	Mkango Resources Ltd.	Pologne	Intermédiaire (Traitement)	Traitement de terres rares pour aimants.
RECOVER-IT ¹¹⁶	Circular Materials s.r.l.	Italie	Recyclage	Recyclage de cuivre, nickel (qualité batterie), métaux du groupe du platine.
Projet ReeMAP : Malmberget, Lulea Industrial Park, Per Geijer ¹¹⁷	LKAB (Luossavaara-Kirunaavaara AB)	Suède	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de terres rares pour aimants.
ReGAIN ¹¹⁸	Umicore	Belgique	Transversal	Substitution du germanium.

¹¹⁴ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.[Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/c47b38b-263b-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹¹⁵ Grupa Azoty. "The Project for the Construction of a Rare Earth Element Separation Installation by Mkango on the Premises of Grupa Azoty Pulawy Has Been Included in the List of Strategic Projects in the Resource Sector Announced by the European Commission. [Le projet de construction d'une installation de séparation des éléments de terres rares par Mkango sur le site de Grupa Azoty Pulawy a été inscrit sur la liste des projets stratégiques du secteur des ressources publiée par la Commission européenne.]" Grupa Azoty, 25 mars 2025, <https://grupazoty.com/en/press-room/press-releases/the-project-for-the-construction-of-a-rare-earth-element-separation-installation-by-mkango-on-the-premises-of-grupa-azoty-pulawy-has-been-included-in-the-list-of-strategic-projects-in-the-resource-sector-announced-by-the-european>.

¹¹⁶ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.", [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/b1b6657f-2638-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹¹⁷ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.", [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/c0fb13f5-295e-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹¹⁸ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.", [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/3ef47160-2633-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Mine Romano ¹¹⁹	Lusorecursos Portugal Lithium S.A.Lithium (qualité batterie)	Portugal	Amont	Extraction de lithium (qualité batterie).
Rovina ¹²⁰	Euro Sun Mining Inc.	Roumanie	Amont	Extraction de cuivre.
Projet Sakatti ¹²¹	Anglo American Services (UK) Ltd.	Finlande	Intégré (Amont + Intermédiaire)	Intégré : extraction et traitement de cobalt, métaux du groupe du platine, cuivre, nickel (qualité batterie).
SALROM Baia de Fier ¹²²	Societatea Națională a Sării S.A.	Roumanie	Amont	Extraction de graphite (qualité batterie).
Talga Natural Graphite ONE ¹²³	Talga AB	Suède	Amont	Extraction de graphite (qualité batterie).
Verde Magnesium ¹²⁴	Verde Magnesium SRL.	Roumanie	Amont	Extraction de magnésium métallique.

¹¹⁹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6bfb3a3f3-263e-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹²⁰ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/e4be32e6-295e-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹²¹ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/etraitementu/en/publication-detail/-/publication/bd1ceb56-2965-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹²² Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/80ebbf9c-2963-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹²³ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/286b2a29-2966-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹²⁴ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). “Strategic Project—Publications Office of the EU.”, [Projet stratégique – Office des publications de l’Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/f7894432-2961-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Projet / Initiative	Promoteur	Emplacement	Segment	Objectif clé / Détails
Viridian Lithium ¹²⁵	Viridian Lithium	France	Intermédiaire (Traitement)	Traitement de lithium (qualité batterie).
Zero Carbon Lithium ¹²⁶	Vulcan Energie Ressourcen GmbH	Allemagne	Amont	Extraction de lithium (qualité batterie).

¹²⁵ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.", [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/e68c7ba5-2964-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

¹²⁶ Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs (European Commission). "Strategic Project—Publications Office of the EU.", [Projet stratégique – Office des publications de l'Union européenne.], Publications Office of the EU, 2025, <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/c2c935a3-2964-11f0-8a44-01aa75ed71a1>.

Les auteurs tiennent à remercier les principaux acteurs avec lesquels ils se sont entretenus, ainsi que pour le soutien qu'ils leur ont apporté. Ils remercient également **Marie-Pierre de Bailliencourt, Rosalie Klein, Pierre Pinhas, Claire Lemoine, Manon Anderson, Nicolas Masson** et **David Mulrooney** pour leurs précieux conseils, leurs suggestions et leur soutien tout au long du projet.



Institut Montaigne
59 rue La Boétie, 75008 Paris
Tél. +33 (0)1 53 89 05 60
[*institutmontaigne.org*](http://institutmontaigne.org)

Imprimé en France
Dépôt légal : mai 2026
ISSN : 1771-6756

ABB France
AbbVie
Accenture
Accor
Accuracy
Adeo
ADIT
Air Liquide
Allianz
Amazon
Amundi
Antidox
Antin
Infrastructure Partners
ArchiMed
Ardian
Arthur D. Little
August Debouzy
AXA
Bain & Company France
BearingPoint
Bessé
BNP Paribas
Bolloré
Bouygues
Brousse Vergez
Brunswick
Capgemini
Capital Group
CAREIT
Carrefour
CEO2CEO
Consulting
Chubb
CIS
Clariane
Clifford Chance
CNP Assurances
Cohen Amir-Aslani
Conseil supérieur du notariat
Coopérative U
D'Angelin & Co.Ltd

Dassault Systèmes
Delair
Deloitte
Domia Group
Edenred
EDF
EDHEC Business School
Edmond de Rothschild
Ekimetrics France
Engie
EQT
ESL Rivington
Eurogroup Consulting
Everest Insurance
International FGS Global
FIVES
Forvis Mazars
Gide Loyrette Nouel
Gigalis
Google
Groupama
Groupe Bel
Groupe Berkem
Groupe BPCE
Groupe Garcia
Groupe M6
Groupe Martin
Belaysoud
Groupe Orange
Hameur et Cie
Hitachi Energy France
Hogan Lovells
Howden
HSBC Continental Europe
IBM France
IFPASS
Incyte Biosciences France
Institut Mérieux International SOS

Interparfums
Ionis Education Group
iQo
ISRP
Jeanet Associés
Johnson & Johnson
Jolt Capital
Kairos
Katalyse
KPMG S.A.
Kyndryl
La Banque Postale
Lazard
LCH SA
Lenovo ISG
Les Jardins de la Testa
Linedata Services
Lloyds Europe
L'Oréal
LVMH
M.Charraire
Média-Participations
Mediobanca
Mercer
Meridiam
Meta
Microsoft France
Mistertemp'
Mitsubishi France S.A.S
Moody's France
Morgan Stanley
Natural Grass
Naval Group
Nestlé
OCIRP
ODDO BHF
Orano
o9 Solutions
PAI Partners
Pergamon
Polytane
Publicis

PwC France & Maghreb
Qualisocial
Raise
Renault
Ricol Lasteyrie
Rivoliér
Roche
Roche
Diagnostics
Rokos Capital Management
Rothschild & Co
RTS
Safran
Sanofi
SAP France
Schneider Electric
SERB
Pharmaceuticals
Servier
SIER Constructeur
SNCF
SNCF Réseau
SUEZ
Synergie
Teneo
The Boston Consulting Group
Tilder
Tofane
TotalEnergies
TP ICAP
Transformation
Factory
Unicancer
Veolia
Verian
Verlingue
VINCI
Vivendi
Vodafone Group
Wavestone
White & Case
Willis Towers
Watson France
Zurich

La sécurité économique est au cœur de l'agenda de la présidence française du G7, dans la continuité des sommets des années 2020 qui ont progressivement fait de cette question un pilier de la coordination internationale. Cette évolution traduit la nécessité d'une réponse commune aux vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement en biens stratégiques, essentielles au fonctionnement des économies avancées, alors que les politiques industrielles chinoises accroissent la domination de Pékin dans de nombreux secteurs critiques.

L'enjeu du sommet d'Évian sera de transformer un paysage encore fragmenté d'initiatives nationales en une action coordonnée et de plus grande ampleur. Tous les membres du G7 cherchent désormais à réduire leur exposition aux risques de rupture d'approvisionnement. Les projets se multiplient : extraction de métaux critiques au Canada, lancement par les États-Unis du format Pax Silica pour structurer l'ensemble de la chaîne industrielle de l'intelligence artificielle, développement en France des projets Caremag à Lacq et du site Solvay de La Rochelle pour les terres rares. Certaines de ces initiatives reposent sur des coopérations bilatérales, notamment avec le Japon, particulièrement actif sur le plan diplomatique. Mais elles demeurent encore dispersées, limitées dans leur portée et insuffisamment déployées.

Cette note identifie trois pistes d'action pour renforcer la coordination du G7 sur les chaînes d'approvisionnement stratégiques : développer des projets pilotes d'intelligence économique, introduire des critères non tarifaires sur les marchés de biens critiques et mieux coordonner les stratégies de diversification des approvisionnements en matériaux critiques.



10 €

ISSN : 1771-6756

NAC2605-01